



Communication communale et participation citoyenne : Cas de la commune de Koumassi

OKOU DENIS ROMEO BOLOU

Docteur en Science l'information et de la communication

Enseignant-chercheur

Université de Bondoukou – Cote d'Ivoire

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.17412480>

Résumé

L'amélioration des conditions de vie des populations ivoiriennes est essentielle pour les Collectivités Territoriales Décentralisées. Cette initiative nécessite l'engagement de tous les acteurs communaux dans la production publique locale, ainsi qu'une participation citoyenne collective. Le développement participatif représente un défi pour l'action publique locale en Côte d'Ivoire. Pour analyser la participation citoyenne dans les initiatives de la Commune de Koumassi, une réflexion sur la communication communale a été entreprise. La question principale est : quels aspects de la communication expliquent le niveau de participation citoyenne dans la commune de Koumassi ? Une approche empirique a été choisie, utilisant la recherche documentaire, l'observation directe et des entretiens pour collecter des données. L'analyse a révélé des éléments de la participation citoyenne, menant à des suggestions pour améliorer la communication communale de Koumassi et renforcer les capacités des acteurs communaux.

Mots clés : Communication Communale, participation citoyenne, développement participatif, décentralisées, populations.

Abstract

Improving the living conditions of the Ivorian population is essential for Decentralized Territorial Communities. This initiative requires the engagement of all municipal stakeholders in local public production, as well as collective citizen participation. Participatory development represents a challenge for local public action in Côte d'Ivoire. To analyze citizen participation in initiatives in the Municipality of Koumassi, a reflection on municipal communication was undertaken. The main question is: what aspects of communication explain the level of citizen

participation in Koumassi? An empirical approach was chosen, using documentary research, direct observation, and interviews to collect data. The analysis revealed elements of citizen participation, leading to suggestions for improving municipal communication in Koumassi and strengthening the capacities of municipal stakeholders.

Keywords: Municipal communication, citizen participation, participatory development, decentralized, populations.

1. Introduction

Au lendemain des indépendances dans les années 1960, la Côte d'Ivoire pense à son développement. Les dirigeants de l'époque prennent des décisions pour le pays entier, soutenus par un environnement socio-économique favorable. À cette période, les citoyens avaient une participation très passive, se contentant des initiatives de l'État pour satisfaire leurs besoins. Cependant, dans les années 1970, l'État ivoirien a commencé à perdre de sa puissance, avec l'émergence de nouveaux acteurs qui contestaient son autorité. Ce changement a entraîné une diminution de l'implication de l'État dans certains secteurs, ouvrant la voie à une plus grande intervention des citoyens dans des domaines auparavant réservés à l'État.

Avec l'arrivée du multipartisme dans les années 1990, le concept de citoyenneté s'est renforcé, donnant aux citoyens la possibilité de choisir et de contrôler leurs représentants. Cela a motivé l'État à adopter des politiques de décentralisation pour mieux lutter contre la pauvreté et améliorer les conditions de vie des communautés¹.

La Constitution de 1996 a permis de confier aux collectivités territoriales la mission d'accompagner les communautés vers le développement local. Dans cette optique, des lois et des décrets ont été promulgués pour transférer des compétences de l'État aux collectivités, avec l'espoir d'améliorer les conditions de vie au niveau local.

Cette amélioration devait venir grâce à des projets de développement proposés par les citoyens eux-mêmes et soutenus par des structures locales. L'engagement des populations est essentiel pour un développement réussi. Ce nouvel aspect de la participation citoyenne soulève des questions sur l'implication attendue des citoyens dans les projets de développement local.

Pour encourager ce développement et réduire la pauvreté, l'État a mis en place le Plan National de Développement (PND) 2021-2025. À Koumassi, la commune a élaboré un Programme Triennal 2025-2026-2027, pour mieux impliquer les citoyens dans les projets de développement. Pour ce faire, elle a mené des discussions et des diagnostics avec différents acteurs.

La participation citoyenne dans la commune de Koumassi se manifeste par des élections, la possibilité d'exprimer des opinions, l'implication dans des projets locaux, le paiement des impôts et la contribution à l'élaboration des PCD (Programme de Développement Communautaire). Cependant, une analyse approfondie révèle que beaucoup d'initiatives de développement n'aboutissent pas comme prévu, et qu'une partie de la population reste peu

¹ FAURE Alain, 1994, « Les élus locaux à l'épreuve de la décentralisation. De nouveaux chantiers pour la médiation politique locale ». In: Revue française de science politique, 44^e année, n°3 [En ligne]. Disponible sur www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1994_num_44_3_394839, Consulté le 03 Octobre 2025

impliquée dans ces initiatives. Il semble donc y avoir un décalage entre la communication de la commune et les attentes de participation des citoyens.

Notre préoccupation centrale en abordant ce travail de recherche se résume à la question générale suivante : Quels éléments du dispositif communicationnel de la Commune de Koumassi, sont explicatifs du relatif niveau de participation citoyenne des populations ?

La présente étude a pour objet l'analyse des effets du dispositif communicationnel de la Commune de Koumassi, sur la participation citoyenne des populations de la localité. Il s'agit de questionner l'adéquation entre les ressources communicationnelles mises à contribution par la Commune et les capacités des diverses parties prenantes du développement local, se rencontrer et interagir de manière efficiente au sein d'une dynamique ayant pour finalité, l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations. Il est question d'une certaine manière, d'aider les populations de cette localité à construire le développement de leur localité autour d'un dispositif communicationnel garantissant la pleine et entière participation de tous les citoyens.

L'intérêt de cette étude se trouve à la fois sur le plan socio-politique et scientifique. Elle vise à offrir des solutions aux défis rencontrés par les populations de la Commune de Koumassi et d'autres communautés ayant des difficultés similaires. Cela pourrait éclairer la participation citoyenne et la communication locale comme des outils de développement. En renforçant la démocratie locale et en incitant les jeunes à rester sur leurs terres, cette recherche pourrait contribuer à freiner l'exode rural.

Cette étude se concentre sur la participation des citoyens au niveau communal et cherche à identifier et résoudre les problèmes du milieu rural. Elle propose des suggestions concrètes pour améliorer les conditions de vie des populations rurales. Pour analyser la relation entre la participation citoyenne et la communication communale à Koumassi, une approche méthodologique est essentielle.

La démarche de recherche comprend trois phases : la pré-enquête, l'enquête proprement dite, et l'analyse des données. La pré-enquête utilise des recherches documentaires, l'observation directe, des questionnaires et des entretiens pour connaître les dispositifs de communication et leur impact. La seconde phase implique des entretiens et des questionnaires auprès des populations locales et des personnes ressources. Enfin, l'analyse des données utilise des méthodes d'analyse de contenu et statistique pour tirer des conclusions objectives sur les résultats obtenus.

2. Cadre théorique de la recherche

2.1.Approche conceptuelle

Afin de lever toute ambiguïté qui pourrait naître du fait du caractère polysémique des mots ou de l'entendement que l'on pourrait avoir d'un concept qui, en philosophie est défini comme étant : « une représentation mentale abstraite et générale... ». C'est donc ainsi que nous nous attèlerons à rendre plus explicites et manipulables, les termes qui nous semblent d'une importance indéniable, et qui gravitent autour de notre thème.

2.1.1. Participation

Le concept de participation découle du besoin de répondre aux attentes des communautés locales, face aux échecs des projets développés par les autorités centrales. Beaucoup de ces stratégies de développement sont limitées et échouent en raison de leur approche centralisée, où les décisions sont prises par le pouvoir central². Selon SIMO D (1998), une politique réussie doit être réalisée par ceux qui ont un intérêt à ce qu'elle réussisse³. La participation peut être vue comme l'acte de prendre part à une activité, avec un sens passif où les gens participent sans décider et un sens actif où ils s'engagent et prennent des responsabilités. Boukhari souligne que le principe fondamental de la participation est le partage de savoir et de pouvoir. Yoda mentionne que la participation implique la collaboration, la responsabilisation et la négociation.

La participation dépend de divers facteurs, notamment socio-économiques, anthropologiques et institutionnels. Les facteurs socio-économiques incluent des éléments tels que l'éducation, le statut social et les comportements. Lane, cité par ELA Jean Marc (1990), distingue les facteurs endogènes, qui sont internes à une population, des facteurs exogènes, qui proviennent de l'extérieur et affectent les décisions de participation. Un individu sans motivation, ressources matérielles, ou éducation adéquate ne pourra pas s'engager dans un projet⁴. La participation est à la fois un droit et un devoir dans un contexte démocratique. Meister identifie différentes formes de participation basées sur la motivation : participation de fait, provoquée, volontaire, spontanée et imposée. Goussaut distingue trois types de participation selon l'engagement : formelle, par imitation et responsable. Schawrz propose cinq niveaux de participation : contribution, intégration, insertion, engagement et prise en charge.

Cette étude combine ces différentes perspectives, soulignant que pour un développement local durable, la participation la plus souhaitable est celle par engagement. Cela implique de collecter des informations et de garantir l'adhésion des citoyens tout en leur donnant une certaine influence sur les décisions.

2.1.2. Citoyen (ne)

En nous référant à notre thème d'étude, le mot citoyen est à la fois un adjectif qualificatif et un nom féminin, sa version masculine étant citoyen. Ce terme provient du latin *civis*, signifiant celui qui a droit de cité. Dans l'histoire, il désignait toute personne sous l'autorité d'un État et jouissant de droits civiques et politiques. Aujourd'hui, ce mot a une signification plus large, car on peut être citoyen du monde en partageant des valeurs universelles. On devient aussi citoyen d'une ville en y vivant et en participant à son développement. C'est cette définition que nous adopterons.

La citoyenneté fait référence à la reconnaissance d'un individu comme membre d'une société qui partage un projet commun. Selon Bouguerrat, l'origine étymologique de la citoyenneté provient du latin *civitas*, signifiant droit de cité. Pour Le Pors, la citoyenneté résulte de conflits, de consensus et de valeurs partagées. Elle représente à la fois un statut juridique, qui confère des droits et des devoirs, et un rôle qui aide à la recherche du bien commun⁵. De plus, la

² DUVERNOY Isabelle, BARTHE Laurence et LIMA Stéphanie, 2012, « Les représentations de l'activité agricole dans les projets de territoires périurbains : exemple de trois Pays en Midi-Pyrénées », in Norois[En ligne]. www.norois.revues.org/4273 Consulté le 15 Mai 2025.

³ SIMO D., 1998, La politique du développement à la croisée des chemins : le facteur culturel, Yaoundé, Ed. CLE.

⁴ ELA Jean-Marc, 1990, Quand l'État pénètre en brousse, Paris, Karthala.

⁵ BOUGUERRAT, 1999, La citoyenneté : sa définition, ses lieux et conditions d'exercice, Tréma

citoyenneté représente la manière d'appartenance à une société, basée sur des valeurs et normes communes, ainsi que sur des pratiques orientées vers le développement de l'individu et de la société. Le citoyen est ainsi un individu autonome et responsable, actif dans sa communauté. Comme le soulignent plusieurs auteurs, le concept de citoyenneté est souvent associé à l'État-Nation⁶.

On peut évaluer la citoyenneté à travers quatre axes principaux : politique, civil, culturel ou collectif, et socio-économique. Le domaine politique concerne les droits et devoirs dans un système politique, mettant en avant la participation de chacun à la gestion publique, comme le droit de vote. Le domaine civil fait référence aux objectifs collectifs, aux valeurs fondamentales, et à l'égalité devant la loi. Le domaine culturel aborde la diversité culturelle au sein de la société et la reconnaissance des droits humains. Cela inclut le respect de toutes les identités culturelles et veille à l'absence de discrimination. Le domaine socio-économique traite des relations et droits liés au travail, à la sécurité sociale, et au bien-être économique⁷.

Ces dimensions influencent le processus de citoyenneté. Le citoyen moderne possède des droits et devoirs que les lois définissent, et la citoyenneté établit un lien social basé sur l'égalité, indépendamment des appartenances individuelles. Malgré cela, de nombreux citoyens affichent leur méfiance envers les politiques traditionnelles et participent à des engagements sociaux divers. Dans notre travail, la citoyenneté désignera la prise de conscience individuelle du rôle dans la construction collective et son intégration harmonieuse dans ce processus.

2.1.3. Participation

BRESSETTE G (2004) définit la participation citoyenne comme un engagement des personnes, que ce soit de manière obligatoire ou volontaire, pour influencer des décisions importantes pour leur communauté⁸. Ce processus montre la citoyenneté active car les individus, partageant un même espace, sont touchés par des décisions ayant un impact sur leur quotidien et leur cohésion sociale. MURIEL DUBREUIL (2015 : 27) évoque la participation citoyenne comme un moyen d'impliquer les citoyens ou leurs représentants dans le processus décisionnel, soulignant le rôle crucial de la démocratie représentative malgré les oublis fréquents des élus. VADIM POPOWSKY (2010 : 2) la décrit comme une façon pour les représentants d'impliquer les citoyens dans les décisions et la gestion locale, signalant une certaine dépendance de la volonté de ces représentants⁹.

Enfin, MONDJANAGNI Alfred (1984) élargit la définition à la contribution des citoyens à la résolution des besoins de leur collectivité, mettant en avant l'importance de l'action collective entre membres d'une communauté. C'est cette définition qu'on retiendra pour notre recherche¹⁰.

⁶ JACOB Jean- Pierre, 1998, « La décentralisation comme distance.

Réflexions sur la mise en place des collectivités territoriales en milieu rural ouest- africain. » inPolitique africaine[En ligne]. www.politiqueafricaine.com/numeros/pdf/071133.pdf , Consulté le 26 Septembre 2025.

⁷ LANDEL Pierre-Antoine et SENIL Nicolas, 2009, « Patrimoine et territoire, les nouvelles ressources du développement ». In Dossier 12: Identités, patrimoines collectifs et développement soutenable [En ligne]. <http://developpementdurable.revues.org/7563> Consulté le 19 Février 2025.

⁸ BESSETTE, G., 2004, Communication et participation communautaire Guide pratique de communication participative pour le développement, Québec, Les presses de l'Université de Laval.

⁹ POPOWSKI V., 2010, Mobilisation et participation des citoyen-ne-s dans les démarches de transition écologiques et énergétiques, Paris, HMH.

¹⁰ MONDJANAGNI Alfred, 1984, La participation populaire au développement en Afrique noire, Paris, Karthala.

2.1.4. La Commune

Encarta (2009) définit la Commune comme un groupe d'habitants partageant un territoire, une vision du développement et un exécutif élu pour promouvoir ce développement local. C'est la plus petite division territoriale et administrative, dont les origines remontent au Moyen Âge. Selon le lexique de Raymond Guillén et Jean Vincent (1998 : 120), c'est la collectivité territoriale de base. En Côte d'Ivoire, la loi n°74/23 du 05 décembre 1974 considère la Commune comme la plus ancienne collectivité locale¹¹. Auparavant, il y avait des communes urbaines et rurales, mais la loi n° 2004/018 a supprimé les communes rurales. Désormais, seules les communes d'arrondissement existent, visant à développer la localité et améliorer les conditions de vie des habitants. Chaque circonscription administrative a donc sa propre commune d'arrondissement.

2.1.5. La Communication Communale

La communication communale sociale se définit comme des actions de communication visant à changer les perceptions et comportements, ou à renforcer les solidarités au sein d'une commune¹². Elle favorise le dialogue, la participation et l'analyse des situations pour encourager le développement. Cette communication, souvent appelée « communication de proximité », implique une interaction directe entre les communicateurs et leurs partenaires. Son objectif est d'aider à la prise de décision et d'offrir l'information nécessaire pour une action concertée. Dans le cadre de ce travail, elle est un processus visant à établir un dialogue permanent et à soutenir les initiatives à Koumassi.

2.2.Revue de la littérature

La revue de la littérature est une méthode de travail scientifique dont l'objectif premier est de résumer l'état de la question, de la connaissance dans un domaine précis et pour une période ou un territoire. Il s'agit donc dans le cas d'espèce de faire le tour de la question sur la notion de participation citoyenne d'une part, et d'autre part sur la communication communale.

2.2.1. De la participation citoyenne

Les notions de participation et de participation citoyenne ont été étudiées par plusieurs auteurs. MEISTER (1970). Note que, même si le terme participation est très en vogue dans le développement, "plus on en parle, moins on en fait". Cela souligne la difficulté ¹³d'impliquer les habitants dans des actions qui pourraient améliorer leur vie. J. C. KAUFMANN se demande s'il y a une "malédiction inhérente à la participation des habitants", car souvent, ceux à qui

¹¹ KRA Kouassi Raymond, 2012, « La communication dans les collectivités locales en Côte d'Ivoire : un problème structurel ou conjoncturel ? ». In Revue de la Littérature et d'Esthétique Negro –Africaine [En ligne]. www.worldcat.org/title/revue-de-litterature-et-desthétique-negroafricaines/oclc/7707045 Consulté 09 Aout 2025.

¹² KRA Kouassi Raymond, 2014, « la communication publique dans les Administrations publiques ivoiriennes : Etat des lieux », in communication en question. [En ligne]. <http://www.comenquestion.com/numero%20special%20PDF/SPECIAL%20COM%20EN%20QUESTION%20KRA%204.pdf> Consulté le 09 Aout 2025

¹³ MEISTER, 1970, Participation, animation et développement à partir d'une étude rurale en Argentine, Paris, Anthropos

s'adresse l'offre de participation ne sont pas demandeurs. Ce paradoxe rend la sollicitation de participation problématique.

La participation citoyenne est complexe à définir car elle regroupe plusieurs significations. Cependant, l'idée centrale est celle d'une citoyenneté active et engagée, qui dépasse le simple droit de vote et englobe des formes d'engagement ayant pour but une transformation sociale. Elle implique l'implication des citoyens dans les décisions qui les concernent à différents niveaux, tant local que national, et les incite à participer à des projets communautaires. L'étude menée par PONDJI JE (2011) stipule que la citoyenneté active doit être le moteur de tout changement politique, plaçant le citoyen au centre de la décision politique. Une large participation de la population est cruciale pour le changement de la société et l'amélioration des conditions de vie¹⁴.

GBWAH Emilie Laure (2012) conclut que la participation est un concept dynamique et essentiel au développement. Le développement soulève des questions de participation, allant d'une simple intégration à des processus de démocratisation. Marie HURAR (2011) souligne que, bien que la participation citoyenne soit clé dans le renouveau démocratique, elle se limite souvent au droit de parole plutôt qu'au droit d'action. Elle recommande de combiner les approches "top down" et "bottom up" et questionne la représentativité des instances participatives.

ASSOGBA Yao (1991) décrit l'approche participative comme applicable à tout programme de développement rural, facilitant une gestion concertée des solutions¹⁵. Clayton Thomas (2000) parle de deux types de participation dans le développement communautaire : politique et sociale¹⁶. Selon Lambert M (2007), la participation politique comprend l'exercice du pouvoir dans les espaces publics et l'engagement envers les élections, la participation sociale visant à affecter la politique et les normes sociales¹⁷.

Le Sommet de Rio (1992) insiste sur l'importance de la participation de tous les citoyens dans les décisions environnementales. André DUMAS (1991) affirme que la transformation économique et sociale dépend de la capacité des groupes sociaux à impulser le développement qu'ils définissent eux-mêmes¹⁸. Il critique le fait que les décisions sont souvent prises sans l'implication des populations concernées. Pour tout projet de développement, il est crucial que les acteurs locaux soient associés à sa réflexion et à sa mise en œuvre. Les résultats souhaités ne peuvent être atteints sans la co-production et l'appropriation des enjeux par la communauté.

2.2.2. La communication dans les collectivités locales

Parlant du développement des capacités des communautés dans un contexte difficile, Guy Bessete souligne l'importance de leur permettre de prendre en main leur développement lorsque l'État se désengage. Cela implique que la communication est essentielle dans le processus de développement communal, car elle aide à unir les efforts pour créer un environnement de bien-

¹⁴ PONDJI J-E., 2011, Repenser le développement à partir de l'Afrique, AFREDIT

¹⁵ ASSOGBA Yao, 1991, « *L'organisation communautaire avec des communautés locales en Afrique* », dans DOUCET Laval et FAVREAU Louis, *Théories et pratiques en organisation communautaire*, Québec, Presses de l'Université du Québec

¹⁶ CLAYTON THOMAS John, 2000, *Action Publique et participation des citoyens. Pour une gestion démocratique revitalisée*, Paris, Nouveaux Horizons.

¹⁷ LAMBERT M., 2007, *Participation citoyenne au niveau local : différents moyens et idées pour se lancer*, PUF.

¹⁸ DURAND J.P., WEIL R., 1997, *Sociologie Contemporaine*, Paris, Vignot.

être collectif. Toutefois, l'auteur ne précise pas les fondamentaux de la communication communale. Le Guide de la Communication territoriale de Mauritanie insiste sur l'importance d'une bonne communication interne et externe, ainsi que sur la maîtrise des outils nécessaires¹⁹. Une meilleure communication peut améliorer la qualité des échanges et encourager la participation des citoyens. Les méthodes de communication doivent être adaptées au public et aux objectifs fixés, ce qui nécessite que la Commune dispose d'outils adéquats. Les utilisateurs de ces outils doivent également avoir des compétences en communication.

La communication communale est aussi un moyen puissant pour mobiliser les citoyens autour des questions publiques locales. Elle ne doit pas être seulement l'affaire des élus, mais un bien commun qui implique la transparence et la responsabilité. Karim BRIBRI met également en avant l'importance de la communication pour les administrations, car elle leur permet d'influencer positivement les comportements des citoyens. Cependant, il critique l'usage limité de cette communication par les communes, souvent par manque de ressources ou d'intérêt, entraînant un désengagement des populations.

MENGOUNG André aborde les aspects internes et externes de la communication communale. À l'intérieur de l'administration, une communication efficace est essentielle pour le bon fonctionnement et la bonne relation entre les employés et les élus. L'engagement à communiquer et à écouter est crucial pour améliorer l'administration. Extérieurement, les élus doivent communiquer régulièrement avec les citoyens sur les programmes et services. Une bonne information prévient l'incompréhension et le ressentiment des citoyens envers la municipalité²⁰. Enfin, il est important pour la Commune de connaître les attentes de sa population, favorisant ainsi la consultation et l'implication des citoyens dans le processus décisionnel. La communication doit également inclure l'écoute des citoyens sur divers sujets d'intérêt pour la municipalité.

3. Méthodologie de la recherche

La présente section est consacrée à la présentation de la méthodologie qui aura guidé l'enquête effectuée sur le terrain²¹. Pour ce faire, nous mettrons en relief les techniques, méthodes de collecte des données, la population d'étude et l'échantillonnage. Le second arrêt sera relatif à la validation des instruments de notre enquête puis à la description du déroulement de ladite enquête. La dernière halte sera consacrée aux présentations des méthodes d'analyse des données, ainsi que des difficultés rencontrées tout au long de notre étude.

¹⁹ OKOU Roméo, 2019 : « Les relations interpersonnelles dans la construction de l'attractivité territoriale des communes en Côte d'Ivoire. » Paru REVUE IVOIRIENNE DE GOUVERNANCE ET D'ÉTUDES STRATÉGIQUES (IVORIAN REVIEW OF GOVERNANCE AND STRATEGIC STUDIES) ISSN 2520-4114 Numéro 8(1) – Décembre 2019, SOCIÉTÉ & GOUVERNANCE EN AFRIQUE www.revue-riges.org

²⁰ OKOU Romeo, 2025, Problématique de la communication dans la gouvernance locale en Côte d'Ivoire : Cas de la Commune de BONDOUKOU, ZAOULI – N° 9, Vol. 4 - Mars 2025 pp. 409-447 ISSN : 2788-9343
Soumission : 16/02/2025 Acceptation : 15/03/2025 Publication : 31/03/2025 Lien: https://www.revue-zaouli.com/wp-content/uploads/2025/04/15-Denis-Romeo-Bolou-OKOU_Zaouli_N%C2%B0-9-Vol.-4_Mars-2025-2.pdf

²¹ DURKHEIM Émile, 1894, « Les règles de la méthode sociologique », in Les classiques des sciences sociales [En ligne]. www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.htm | Consulté le 17 Mars 2025.

3.1.Méthode de collecte des données

Afin d'assurer une meilleure lisibilité à cette recherche, cette articulation sera consacrée dans un premier temps à la mise en exergue de la méthode qualitative. Celle permet d'analyser et comprendre des phénomènes, des comportements de groupe, des faits ou des sujets. L'objectif n'est pas d'obtenir une quantité importante de données, mais d'obtenir des données de fond (de qualité !)²²

3.2.Techniques de collecte des données de l'enquête

Au regard de l'orientation à nous assignée à notre travail, eu égard à son aspect pluridisciplinaire, et en vue d'atteindre les objectifs par nous impartis, nous avons opté pour les techniques de collecte suivantes : la recherche documentaire, l'observation directe et les entretiens.

3.2.1. La recherche documentaire

L'objectif de cette technique était de fournir des informations générales sur la citoyenneté, la participation citoyenne, la communication communale et la Commune de KOUMASSI. Pour cela, nous avons utilisé des ouvrages, des articles, des journaux, des rapports et des mémoires. Cela nous a aidés à enrichir notre recherche avec des perspectives variées²³. Les documents proviennent de plusieurs institutions.

- Le Centre de Ressources Documentaires et Informatiques de la DGDDL ;
- La bibliothèque et la médiathèque de Centre de Recherche en Communication (CERCOM)
- La bibliothèque Centrale de l'Université Felix Houphouët Boigny ;
- Le Service des archives de la Commune de Koumassi.

3.2.2. L'observation directe

L'observation relative à notre recherche a eu lieu durant l'année académique 2019. En effet, durant notre période de formation, nous avons effectué plusieurs descentes dans la commune de Koumassi. Celles-ci nous ont permis d'observer les mécanismes de communication mis en place par l'instance dirigeante locale et d'en déceler ses failles, raison nous ayant poussé à conduire cette recherche.

Au regard de l'insuffisance des informations recueillies au travers de cette technique, nous avons décidé de nous entretenir avec certains acteurs pouvant nous donner un complément d'informations.

3.2.3. L'entretien

Un entretien est une discussion orale avec une personne ou un groupe sur un sujet précis pour approfondir certains aspects grâce aux réponses données. Selon Rymond QUYVI et Van

²² AKTOUF Omar, 1987, Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations. Une introduction à la démarche classique et une critique, Montréal, Presses de l'Université du Québec.

²³ ALBARELLO Luc, 2003, Apprendre à chercher. L'acteur social et la recherche scientifique, Bruxelles, Edition De Boeck, 2ème édition.

CAMPENHOUD (1995), c'est un outil essentiel pour explorer des faits, où la parole joue un rôle clé. Nous avons choisi cet outil de collecte de données pour sa flexibilité, permettant d'approfondir le sujet de recherche²⁴. Des interviews semi-directives ont été réalisées avec des parties prenantes de la communication communale, basées sur des guides d'entretien conçus à l'avance. Les informations recueillies proviennent de divers acteurs comme le maire, les employés de la mairie et les représentants des populations²⁵. Les guides d'entretien comportent trois principaux thèmes, chacun avec des sous-thèmes adaptés aux cibles.

L'opérationnalisation de notre enquête a donné lieu à six (06) entretiens réalisés, respectivement avec :

- Le Secrétaire General (SG) de la mairie de KOUMASSI par délégation du maire, pour rechercher les éléments du dispositif communicationnel communal à l'interne et à l'externe de la commune de KOUMASSI ;
- Certains personnels de la mairie, pour rechercher le niveau de satisfaction de la communication communale à l'interne ;
- Le Cadre Communal du Développement de la Commune de KOUMASSI, comprendre les outils et moyens de communication utilisés en vue d'une participation citoyenne des populations au projet du développement ;
- Le Régent à la Chefferie de Koumassi, rechercher le relatif niveau de satisfaction par rapport à la communication communale et participation citoyenne optimale des populations ;
- Le Président de l'association des jeunes de KOUMASSI, le niveau de satisfaction des jeunes par rapport aux éléments de dispositif communicationnel mise en œuvre par la Commune de Koumassi ;
- Un Groupe de jeune du quartier ZOE BRUNO, pour rechercher le niveau de satisfaction en matière d'information, de la communication communale à Koumassi.

Ces activités nous ont permis de recueillir des informations qualitatives en rapport avec l'impact du dispositif communicationnel communal sur la participation citoyenne.

3.3.Echantillon de la recherche

L'échantillon a été constitué selon la technique de choix raisonné, se concentrant sur la qualité des informations plutôt que sur le nombre de personnes interrogées²⁶. Il comprend des personnes ayant fourni des données nécessaires à la recherche. Nous avons utilisé l'échantillonnage typique, sélectionnant des individus avec les caractéristiques requises et prêts à participer. Des critères spécifiques ont été définis pour les répondants.

²⁴ QUIVY Raymond, Van CAMPENHOUD Luc, 1995, Manuel de recherches en sciences sociales, Paris, Dunod.

RONGERE, P., 1972, Méthodes des sciences sociales, 3e édition Paris, Dalloz ²⁵

²⁶ GRAWITZ Madeleine, 2000, Lexique des sciences sociales, Paris, Dalloz, 7ème édition.

Tableau 3 : matrice d'enquête

Cibles	Critères de sélection	Personnes sollicitées
Exécutif communal	▪ Être un élu local ; ▪ Avoir participé à la mise sur pied du Plan triennal de KOUMASSI ; ▪ Maîtriser le dispositif communicationnel de KOUMASSI	Le maire actuel
Personnel communal	▪ Être en service à la mairie de Koumassi ; ▪ Avoir au moins trois (05) ans d'ancienneté.	• Chefs de service ; • Cadres. Communaux
Autorités traditionnelles	▪ Être à la tête d'une chefferie ; ▪ Jouir de la légitimité de ses populations	• Régent à la Chefferie de Koumassi
Structures Partenaires au développement participatif	• Être responsable d'une structure engagée dans le développement participatif ; • Avoir été impliqué dans la rédaction du plan de développement communal ; • Mener des activités de développement endogène dans la localité.	• Cadre communal de développement de la Commune de Koumassi • Responsable de ONG.
Populations	• Avoir résidé dans la commune de Koumassi depuis 5 ans ; • Être membre d'un groupe organisé et structuré ; • Avoir entre 19 et 60 ans.	• Président d'association communale à Koumassi

Source : OKOU Denis Roméo Bolou, Novembre 2024.

La circonscription de notre échantillon a été essentielle pour identifier une partie précise de la population cible pour notre recherche. En recherche qualitative, on utilise un échantillon diversifié basé sur des caractéristiques spécifiques, sans chercher une représentation stricte²⁷. La collecte des données a commencé après la régularisation des formalités administratives, incluant une attestation de recherche. Les entretiens ont eu lieu entre le 16 Novembre 2024 au le 17 Janvier 2025, en trois phases : préparation, entretiens, et post-entretien.

3.4.Méthodes d'analyse des données

Il est question ici de présenter la méthode retenue, puis de décrire l'usage de ladite méthode. La principale méthode d'analyse de donnée utilisée dans cette enquête est l'analyse de contenu²⁸, spécifiquement l'analyse thématique. Cette approche permet de mettre en œuvre les représentations des pratiques et de ressortir les thèmes qui fondent le guide d'entretien. L'étude étant qualitative, l'accent a été mis sur les perceptions des enquêtés pour vérifier la cohérence entre ces perceptions et les résultats de l'enquête. Concrètement, la relecture des entretiens a été effectuée, suivie du codage et de l'élaboration d'une grille d'analyse, avec un examen systématique des documents et des données qualitatives obtenues²⁹.

²⁷ GIGLIONE R. & MATHALON B., 1978, Les Enquêtes sociologiques : théorie et pratique, Paris, Armand Colin.

²⁸ GRAWITZ Madeleine, 2000, Lexique des sciences sociales, Paris, Dalloz, 7ème édition

²⁹ BLANCHET A., GOTMAN A., 1992, L'Enquête et ses méthodes : l'entretien, Paris, Nathan.

4. Présentations des résultats

La section qui s'ouvre sera relative à la présentation des résultats de l'enquête. La présentation des résultats liés à notre recherche se fera à la lumière des différentes techniques de collectes de données par nous sollicitées. En l'occurrence, la recherche documentaire, l'observation directe et les entretiens.

4.1.Présentation des résultats de la recherche documentaire

Elle a été orientée en fonction des objectifs assignés à notre travail de recherche, et nous a rendu facile la rédaction de l'aspect théorique de notre travail. Elle nous a permis d'explorer les points de vue de plusieurs auteurs ayant abordé des sujets dont la thématique se rapproche de la nôtre. De manière pratique, il ressort de celle-ci que :

- ❖ Il existe environ plusieurs catégories de participations citoyennes, notamment : la participation de fait, la participation spontanée, la participation provoquée, la participation volontaire et la participation imposée etc. ;
- ❖ Toute initiative de développement doit être une co-production entre les populations et les instances locales ;
- ❖ Chaque mairie doit se doter d'une stratégie globale de communication qui soit parfaitement adaptée aux besoins et aspirations des populations ;

Tout dispositif communicationnel communal doit obligatoirement intégrer l'aspect interne (personnel, conseillers municipaux) et l'aspect externe (populations locales).

Par ailleurs, la recherche documentaire a permis de trouver des éléments relatifs à description du cadre d'étude, en termes de données sociologiques, géographiques, anthropologiques, biologiques, économiques, politiques et culturelles³⁰. Bien plus, elle nous a permis de visualiser en termes de projets, le plan de développement élaboré en vue d'induire des transformations durables sur tous les plans à l'effet, d'améliorer le vécu des populations de cette localité.

4.2.Présentation des résultats de l'observation directe

Durant la période ayant marqué la rédaction de notre article, nous avons effectué de nombreuses descentes sur le terrain. Celles-ci ont été marquées par l'observation de certains éléments utiles à la structuration de notre travail. Il en ressort de ces descentes que :

- Il existe une insuffisance entre ce qui prévu dans le plan communal de développement et ce qui est fait en termes de gestion participative et de communication communale ;
- Certains usagers de la commune ne consultent pas les informations contenues sur le babillard, seuls les aspirants aux mariages ayant déposés leurs dossiers pour la publication des bans ;
- Les informations circulent en réseaux ne sont pas souvent consultées par les populations, corolaire de leur désintérêt des activités communales. Or, dans toute organisation, tout le monde devrait être au même niveau d'informations.

³⁰ AMARATYA SEN, 2000, Combattre la pauvreté, Rapport sur le développement dans le monde.

4.3.Présentation des résultats des entretiens

La présentation et l'analyse des entretiens issus de l'enquête de terrain constitueront le contenu de cette partie. Il est important de rappeler que nos entretiens devaient se faire avec diverses catégories de personnes, représentatives de notre population d'étude, notamment : le Secrétaire General (SG) de la mairie de Koumassi, certains personnels de la mairie, un Cadre Communal de développement, le régent à la Chefferie, le président de l'association des jeunes de la commune de Koumassi, et un groupe de jeunes du quartier Zoe Bruno de la commune de Koumassi.

Pour une meilleure lisibilité du taux de satisfaction des entretiens menés, nous les avons retranscrits au sein de la matrice d'entretien. Nos entretiens ont été réalisés sur la base de centres d'intérêts qui ont guidé nos questions, orientées selon la qualité de la cible et ses propres centres d'intérêts relatifs aux variables mises en exergue. Pour de meilleures analyses, nous avons opté pour un regroupement par destinataires, illustré dans le tableau ci-dessous :

Tableau 4 : Matrice des centres d'intérêts des enquêtes

Variables	Destinataires
Existence d'un dispositif communicationnel au sein de la mairie	S.G, personnel de la mairie, président de la jeunesse communal, Régent à la Chefferie traditionnelle de la commune Koumassi
Mécanismes et outils de communication à l'interne et externe	S.G, personnel de la mairie
Satisfaction du dispositif et Faibles de celui-ci	Chef traditionnel, président des Jeunes, cadre communal de développement, groupe de jeunes du quartier Koumassi SICOI
Participation citoyenne	S. G, président de jeune communal, Cadre communal de développement de la Commune de Koumassi
Mécanismes de promotion de gestion concertée des ressources	S.G, personnel mairie, cadre communal de développement, président de la jeunesse communale
Appréciation du degré de participation citoyenne	S.G, cadre communale de développement, président de la jeunesse communale
Solutions envisagées	Tous les enquêtés

Source : OKOU Denis Romeo Bolou. Novembre 2024.

La présentation des extraits de nos entretiens se fera par grande thématique et par triangulation des points de vue de nos enquêtés.

4.3.1. COMMUNICATION COMMUNALE

Sur cet item, le Secrétaire général et les personnels ont renseigné que la mairie de la commune de KOUMASSI dispose d'un dispositif communicationnel contenu dans le PCD (Programme de Développement Communautaire). Ce point de vue est affirmé et complété par le président de la jeunesse communale et le régent à la chefferie traditionnelle de la commune qui affirment qu'il en existe un, dont les mécanismes de déploiement sont grippés du fait d'une politique de management adossée sur une gestion bureaucratique et non sur le management participatif.

Suite à notre relance relative aux mécanismes et outils de communication existants, deux sources ont été interrogées à savoir : le Secrétaire général et les personnels. Pour le patron de l'administration communale, il existe des mécanismes et outils de communication à l'interne et à l'externe. À l'interne, il existe des réunions, des notes et un babillard. À l'externe, ils ont recours au tableau d'affichage, au site internet, page Facebook, aux communiqués. Les agents communaux ne se sont pas épanchés sur la question de communication externe mais interne. Nous tenons à souligner que des questions relatives à la communication interne leur étaient spécialement destinées. Ceux-ci nous ont révélé qu'ils n'ont pas été totalement satisfaits de la communication à l'interne. En effet, n'ayant pas tous l'occasion de tenir des réunions avec le maire, les informations ne leur parviennent pas toujours. Cependant, ils n'ont jamais fait de réclamations pour l'amélioration de celui-ci.

À l'unanimité, l'une des insuffisances du dispositif communicationnel pour les enquêtés est le non-respect des démarches de communication contenues dans le PCD. Ce qui crée une rupture dans la réciprocité de l'échange des informations pour les communicants. Dès lors, les cadres communaux, les jeunes et le chef, manifestent leur manque de satisfaction vis à vis du model ou de la politique de communication mise en place par les autorités municipales.

4.3.2. IMPACT DU SYSTÈME DE COMMUNICATION EXISTANT SUR L'ENGAGEMENT CITOYEN

De l'avis des enquêtés sur les insuffisances du dispositif communicationnel, nous les avons relancés sur l'appréciation par eux faites du degré de participation citoyenne dans la localité. Pour le Secrétaire général, le niveau de participation des citoyens à la gestion des affaires locales n'a pas encore atteint son apogée, néanmoins reste appréciable. Il brandit Les arguments relatifs à l'expérience de construction collective lors de la rédaction du PCD, la participation dans le processus électoral et certaines initiatives communautaires. À contrario, le Cadre communal de développement de la Commune de Koumassi, la participation citoyenne dans cette localité est encore embryonnaire car les populations sont encore ignorantes du rôle prépondérant qu'elles doivent jouer dans l'amélioration de leurs conditions de vie. Elles sont encore accrochées à la politique du ventre et non de l'action. Ramant dans le même sens que le précédent, le président de la Commune de Koumassi, pense que la participation citoyenne dans cette localité se situe encore à une échelle de valeur très faible. Au regard du niveau d'implication des jeunes (fer de lance) dans le processus de développement et au regard du niveau d'information politique de celle-ci.

Sur ce point, un ensemble de solutions ont été proposées pour améliorer la communication communale, essentielle à la participation citoyenne. Parmi celles-ci, on peut retenir : le renforcement de la communication entre le maire, les conseillers municipaux, le personnel de la mairie et les populations par la création d'espaces de communication permanents ; l'organisation d'une réunion d'échange annuelle entre le Secrétaire Général de la commune, les chefs de services et tout le personnel ; la tenue de journées portes ouvertes pour informer les populations sur les activités de la Commune ; communiquer sur les partenariats de la mairie et intégrer les populations dans le processus de prise de décisions.

5. Discussion des résultats

L'interprétation a lieu au fur et à mesure que le chercheur s'imprègne du contenu des données, les catégorise et les analyses en fonction des thématiques et thèmes dans un tout

cohérent (Polit et Beck, 2012). Il s'agit de dégager des significations pour expliquer les données présentées, relever des régularités et déceler des tendances, et ce, dès la collecte des données. Les interprétations se feront à l'aune des grandes thématiques plus haut mentionnées. Il s'agit :

5.1. De la communication communale au sein de la commune

Relativement à cette thématique, il existe un dispositif communicationnel communal à deux volets (interne et externe) mais qui ne fonctionne pas de manière effective et efficace dans tous les aspects de sa conception. Sur le plan interne, nous pouvons déceler des réponses données par les agents communaux enquêtés un manque de satisfecit du dispositif communicationnel à l'interne. Cet état de chose peut impacter sur la performance professionnelle du personnel communal. Bien plus, nous décelons un besoin de renforcement des capacités de ces derniers afin qu'à leur tour ils puissent être des relais qualifiés auprès des populations.

Sur le plan externe, les résultats de l'enquête laissent transparaître un déficit de communication entre les populations et les élus locaux. Celles-ci sont sous et mal informées, à la limite désinformées. Elles manifestent la soif d'observer, une certaine dynamique dans l'implémentation des mécanismes de communication contenues dans le document cadre rédigé à l'effet, de garantir une plus grande participation de leur part dans la chaîne de gestion.

5.2. L'impact du système de communication en place sur la participation citoyenne

Quant à cet item, nous pouvons déceler du discours du S.G certains non-dits. « *Le niveau de participation des citoyens à la gestion des affaires locales n'a pas encore atteint son apogée, néanmoins reste appréciable.* » En effet, il nuance ses propos et nous donne des exemples d'une expérience assez lointaine. Ceci traduit une certaine rupture entre le vécu de cette époque et la réalité actuelle et donne plus de crédit au postulat des autres enquêtés qui pensent que la participation citoyenne dans cette localité est insuffisante. Des informations récoltées, nous sortons avec la perception selon laquelle, le dispositif communicationnel de la commune de Koumassi dans sa forme actuelle, rencontre des insuffisances, à favoriser une très grande intégration et participation des populations dans la prise de décisions.

Des solutions proposées montrent un désir des employés de la mairie et des habitants d'aider au développement local. La plupart des personnes interrogées suggèrent d'améliorer la communication et les outils utilisés pour établir une gestion plus participative. Cela souligne l'importance de la communication dans le développement d'une localité. Cette section a permis de présenter et d'analyser les données de l'enquête. La prochaine section proposera des mesures pour renforcer la participation citoyenne.

6. Conclusion

Au terme du présent travail de recherche dont le thème était : « Communication communale et participation citoyenne : étude appliquée à la Commune de Koumassi, il nous incombe la responsabilité de reconnaître l'existence d'actions entreprises par l'exécutif communal de la localité d'étude, bien que ces dernières du fait de leur faible portée, gagneraient à être densifiées et améliorées. L'intérêt pour ladite étude naît d'une part, de la volonté d'opérationnaliser la communication communale comme référentiel d'un développement local participatif d'autre part, du constat selon lequel les populations locales sont le plus souvent

actrices passives des initiatives communales de développement ; qui au demeurant devraient garantir une amélioration significative de leurs cadres et conditions de vie.

En initiant cette étude, nous nous sommes fixés pour objectif général d'identifier au sein du dispositif communicationnel de la Commune, les éléments explicatifs du relatif niveau de participation citoyenne des populations de la commune Koumassi. Pour ce faire, après avoir procédé à un état des lieux de la communication communale de la Commune de Koumassi, il s'est agi par la suite d'interroger l'incidence de ladite communication sur la participation citoyenne dans la localité. La satisfaction de cette articulation nous a conduit à proposer des aménagements de nature à doter la commune d'un dispositif communal vecteur d'une participation citoyenne optimale.

De type qualitatif, l'enquête menée sur le terrain, qui a reposé sur l'observation directe, la recherche documentaire et les entretiens, aura produit des résultats allant dans le sens de l'infirmerie des éléments de départ de l'étude. En effet, l'analyse des résultats de l'enquête nous a permis de parvenir à la conclusion selon laquelle les initiatives portées par la Commune pourraient éminemment être positives pour le développement local de la commune de Koumassi, si elles se voyaient nourries davantage de participation citoyenne. C'est dans la veine de ce qui précède qu'une amélioration devrait être apportée dans les domaines de la dynamisation de la participation citoyenne et du renforcement des dispositifs organisationnels et communicationnels d'accompagnement des projets de développement local.

C'est donc en vue de rendre plus opérantes les initiatives participatives de la Commune de Koumassi, que nous avons formulé des suggestions. Toutefois, il va sans dire que nous n'avons pas la prétention d'avoir émis des solutions miracles. La simplicité et l'innocence qui marquent nos suggestions, ne leur ôtent néanmoins pas leur aspect professionnel. Elles n'opérationnalisent les espoirs en elles portés par nous, qu'à condition que toutes les parties prenantes du développement local de Koumassi, œuvrent à empêcher le décalage entre les projets et l'implication des citoyens à leur réalisation.

BIBLIOGRAPHIE

- AKTOUF Omar, 1987, *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations. Une introduction à la démarche classique et une critique*, Montréal, Presses de l'Université du Québec.
- ALBARELLO Luc, 2003, *Apprendre à chercher. L'acteur social et la recherche scientifique*, Bruxelles, Edition De Boeck, 2ème édition.
- AMARATYA SEN, 2000, *Combattre la pauvreté*, Rapport sur le développement dans le monde.
- ASSOGBA Yao, 1991, « *L'organisation communautaire avec des communautés locales en Afrique* », dans DOUCET Laval et FAVREAU Louis, *Théories et pratiques en organisation communautaire*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- ASSOGBA Yao, 1993, « *Entre la rationalité des intervenants et la rationalité des populations bénéficiaires : l'échec des projets en Afrique noire* », Cahiers de géographie du Québec, vol. 37.
- ASSOGBA Yao, 1997, « *Mouvement paysan et développement au tiers-monde - le cas de l'Afrique noire* », dans Klein Juan-Luis, Tremblay Pierre-André et Hugues Dionne

- (dir.). *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux ?* Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- BLANCHET A., GOTMAN A., 1992, *L'Enquête et ses méthodes : l'entretien*, Paris, Nathan.
 - BOUDON R., 1991, *Les méthodes en sociologie*, Paris, PUF, 8^e éd.
 - DURKHEIM Émile, 1894, « Les règles de la méthode sociologique », in *Les classiques des sciences sociales* [En ligne].
www.ugac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html
Consulté le 17 Mars 2025.
 - FAURE Alain, 1994, « Les élus locaux à l'épreuve de la décentralisation. De nouveaux chantiers pour la médiation politique locale ». In: *Revue française de science politique*, 44^e année, n°3 [En ligne]. Disponible sur www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1994_num_44_3_394839, Consulté le 03 Octobre 2025
 - GIGLIONE R. & MATHALON B., 1978, *Les Enquêtes sociologiques : théorie et pratique*, Paris, Armand Colin.
 - GRAWITZ Madeleine, 2000, *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 7^{ème} édition.
 - RONGERE, P., 1972, *Méthodes des sciences sociales*, 3^e édition Paris, Dalloz.
 - QUIVY Raymond, Van CAMPENHOUD Luc, 1995, *Manuel de recherches en sciences sociales*, Paris, Dunod.
 - ASSOGBA Yao, 2004, *Sortir l'Afrique du gouffre de l'histoire. Le défi éthique du développement et de la renaissance de l'Afrique noire*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.
 - BESSETTE, G., 2004, *Communication et participation communautaire Guide pratique de communication participative pour le développement*, Québec, Les presses de l'Université de Laval.
 - BOUDON Raymond, 1984, *La place du désordre. Critique des théories du changement social*, Paris, Presses universitaires de France.
 - BOUKHARI M., 1997, *Guide pour la réalisation du diagnostic global et participatif*, Meknès, DSVP, ENA.
 - CLAYTON THOMAS John, 2000, *Action Publique et participation des citoyens. Pour une gestion démocratique revitalisée*, Paris, Nouveaux Horizons.
 - CROZIER M., FRIEDBERG E., 1977, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*. Paris, Seuil.
 - DIONNE Hugues (dir.), *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux ?* Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
 - DUBREUIL M., 2015, *Convier les citoyens des quartiers populaires : prendre en compte leur expertise et favoriser leur pouvoir d'agir*, PUL.
 - DUMAS A., 1991, *Participation et projet de développement*, revue Tiers Monde.
 - DURAND J.P., WEIL R., 1997, *Sociologie Contemporaine*, Paris, Vignot.
 - ELA Jean-Marc, 1990, *Quand l'État pénètre en brousse*, Paris, Karthala.
 - ETIENNE J., MENDRAS H., 1999, *Les grands thèmes de Sociologie par les grands Sociologues*, Paris, Armand Colin.
 - JACOB Jean- Pierre, 1998, « La décentralisation comme distance. Réflexions sur la mise en place des collectivités territoriales en milieu rural ouest-africain. » in *Politique africaine* [En ligne].
www.politiqueafricaine.com/numeros/pdf/071133.pdf, Consulté le 26 Septembre 2025
 - KRA Kouassi Raymond, 2014, « la communication publique dans les Administrations publiques ivoiriennes : Etat des lieux », in *communication en question*. [En ligne].

<http://www.comenquestion.com/numero%20special%20PDF/SPECIAL%20COM%20EN%20QUESTION%20KRA%204.pdf> Consulté le 09 Aout 2025

- LANDEL Pierre-Antoine et SENIL Nicolas, 2009, « Patrimoine et territoire, les nouvelles ressources du développement ». In Dossier 12 : Identités, patrimoines collectifs et développement soutenable [En ligne].
<http://developpementdurable.revues.org/7563> Consulté le 19 Février 2025.
- LAMBERT M., 2007, Participation citoyenne au niveau local : différents moyens et idées pour se lancer, PUF.
- MEISTER, 1970, Participation, animation et développement à partir d'une étude rurale en Argentine, Paris, Anthropos.
- MENDRAS H., 1989, *Éléments de sociologie*, Paris, Armand Collin.
- MENDRAS Henri, FORSÉ Michel, 1983, *Le changement social : tendances et paradigmes*, Paris, Armand Colin.
- MONDJANAGNI Alfred, 1984, *La participation populaire au développement en Afrique noire*, Paris, Karthala.
- OKOU Roméo, 2019 : « **Les relations interpersonnelles dans la construction de l'attractivité territoriale des communes en Côte d'Ivoire.** » Paru REVUE IVOIRIENNE DE GOUVERNANCE ET D'ÉTUDES STRATÉGIQUES (IVORIAN REVIEW OF GOVERNANCE AND STRATEGIC STUDIES) ISSN 2520-4114 *Numéro 8(1) – Décembre 2019, SOCIÉTÉ & GOUVERNANCE EN AFRIQUE*
www.revue-riges.org
- OKOU Roméo, 2017 : « Marketing des Territoires, Nouvelle approche de développement local en Côte d'Ivoire : Quelle perspective ? ». Paru dans la revue Riges (Revue Ivoirienne de Gouvernance et d'Etudes Stratégiques) ISSN : 2520- 4114, N0 4 de Décembre 2017 www.revue-riges.org
- PONDI J-E., 2011, *Repenser le développement à partir de l'Afrique*, AFREDIT.
- POPOWSKI V., 2010, Mobilisation et participation des citoyen-ne-s dans les démarches de transition écologiques et énergétiques, Paris, HMH.
- ROCHER Guy, 1968, *Introduction à la sociologie générale, tome 3 : Le changement social*, Paris, HMH.
- SIMO D., 1998, *La politique du développement à la croisée des chemins : le facteur culturel*, Yaoundé, Ed. CLE.
- TÖNNIES Ferdinand, 1977, *Communauté et société : catégories fondamentales de la sociologie pure*, Paris, Retz, CEPL.
- VACHON, 1993, Développement local, théorie et pratique, réintroduire l'humain dans la logique de développement, Paris, L'Harmattan.